

# Campagne pour la libération de Louisa Hanoune

WWW.eit-alger2017.org

Le 30 mai 2019

## La campagne en Algérie

### ► Un appel commun de dix partis exige la libération de Louisa Hanoune

Les partis politiques suivants : Parti des travailleurs (PT), Front des forces socialistes (FFS), JIL Jadid, Parti pour la liberté et la justice (PLJ), Union pour le changement et le progrès (UCP), Parti socialiste des travailleurs (PST), Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD), Mouvement démocratique et social (MDS) et le Parti pour la laïcité et la démocratie (PLD), réunis ce 29 mai 2019 au siège national du Parti des travailleurs à Alger, ont adopté la déclaration suivante :

Hier, mardi 28 mai 2019, le Dr Kamel Eddine Fekhar, militant des droits de l'homme mis en détention provisoire pour ses opinions le 31 mars 2019, est décédé après une grève de la faim de 50 jours.

Malgré les alertes incessantes de ses avocats et sa famille sur la détérioration de son état de santé, les pouvoirs publics l'ont laissé mourir. Ils portent donc l'entière responsabilité de sa mort.

Les partis cités ci-dessus appuient la demande d'une enquête indépendante sur les circonstances de cette tragique disparition.

Depuis près d'un mois, sur décision du tribunal militaire de Blida, Louisa Hanoune est maintenue en détention provisoire.

Rien ne peut justifier le maintien en détention de Louisa Hanoune, responsable d'un parti politique ; c'est la première fois depuis la fin de la tragédie nationale qu'un premier responsable national d'un parti politique est incarcéré. Le motif principal invoqué de son incarcération est celui de vouloir « changer le régime ».

Changer le régime, c'est également notre position commune et c'est celle de l'écrasante majorité du peuple algérien. L'incarcération de Louisa Hanoune est donc un avertissement et une menace pour tous ceux, responsables politiques

ou citoyens, qui réclament le changement de régime.

Devant l'effondrement des institutions obsolètes et illégitimes, du fait de la mobilisation révolutionnaire du peuple algérien, des multiples tentatives du régime pour chercher à se préserver, celui-ci pratique une politique de fuite en avant et de répression comme constaté lors de la marche des étudiants, et le vendredi 24 mai avec l'empêchement d'accès à Alger pour manifester et l'arrestation de plusieurs centaines de manifestants.

C'est la mise en application des déclarations/menaces de Gaïd Salah à l'encontre des manifestations populaires.

Nous, responsables des partis politiques sus cités, nous adressons aux tenants du pouvoir pour exiger la libération immédiate et sans condition de Louisa Hanoune.

Ne pas prendre une telle mesure augurera mal des développements à venir en Algérie.

Nous rejetons toute solution de force. Nous exigeons le respect des libertés démocratiques et donc la libération de Louisa Hanoune.

Alger,  
le 29 mai 2019

Ce sont donc dix partis de la scène politique algérienne, d'horizons politiques divers, qui ont fait cette déclaration commune, largement reprise par la presse, comme on le voit ci-dessous dans *L'Expression*, le 29 mai, ou sur la une du quotidien *Liberté*, le 30 mai.



L'Expression - Le Quotidien - 10 partis exigent sa libération  
http://www.l'expression.dz.com/actualites/16888-10-partis-exigent...

**EN SOUTIEN À LOUISA HANOUNE**

**10 partis exigent sa libération**

Jeudi 30 Mai 2019 00:00  
Ali AMZAL

«Son incarcération est un avertissement pour tous ceux qui réclament le changement du régime.»

Dix partis politiques exigent la libération de la secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune. Réunis hier au siège national du Parti des travailleurs à Alger, le PT, FFS, JIL Jadid, P.L.J., UCP, PST, RCD, Prad, MDS PLD ont adopté, dans ce sens, une déclaration commune.

«Nous, responsables des partis politiques sus-cités, nous nous adressons aux tenants du pouvoir pour exiger la libération immédiate et sans condition de Louisa Hanoune.» «Ne pas prendre une telle mesure inaugurerait mal des développements à venir en Algérie. Nous rejetons toute solution de force. Nous exigeons le respect des libertés démocratiques et donc la libération de Louisa Hanoune», est-il indiqué. «Avant-hier, mardi, le docteur Kamel Eddine Fekhar, militant des droits de l'homme mis en détention provisoire pour ses opinions le 31 mars 2019, est décédé après une grève de la faim de 50 jours. Malgré les alertes incessantes de ses avocats et sa famille, sur la détérioration de son état de santé, les pouvoirs publics l'ont laissé mourir. Ils portent donc l'entière responsabilité de sa mort», peut-on lire dans ce communiqué. Dans ce contexte, ces partis appellent la demande d'une enquête indépendante sur les circonstances de cette tragique disparition.

«Depuis près d'un mois, sur décision du tribunal militaire de Blida, Louisa Hanoune est maintenue en détention provisoire. Rien ne peut justifier le maintien en détention de Louisa Hanoune, responsable d'un parti politique, c'est la première fois depuis la fin de la tragédie nationale qu'un premier responsable national d'un parti politique est incarcéré, est-il rappelé. «L'incarcération de Mme Hanoune est un avertissement pour tous ceux qui réclament le changement du régime», estime-t-on.

«Le motif principal invoqué pour son incarcération est celui de vouloir changer le régime. Changer le régime, c'est également notre position commune et c'est celle de l'écrasante majorité du peuple algérien. L'incarcération de Louisa Hanoune est donc un avertissement et une menace pour tous ceux, responsables politiques ou citoyens, qui réclament le changement de régime», est-il fait remarquer.



ESCOMMERCE ET TP  
ALGERIENS D'ENVIRONNEMENT

**Total annonce des négociations avec l'Algérie**

**794 jours de blocage**

Plus de 100 000 chômeurs attendent !

**Halte au sabotage !**

Le travail le plus... La devise... (partially obscured)

**LIBERTE**

ILS DÉNONCENT "LA RÉPRESSION" ET LES "MENACES" SUR LE MOUVEMENT POPULAIRE

**Dix partis réclament la libération de Louisa Hanoune**

**MORT EN DÉTENTION DE KAMAL-EDDINE FEKHAR**

**Indignation et exigence de la vérité**

DEMAR 15<sup>e</sup> VENDREDI DE MOBILISATION POPULAIRE

Quelle réponse de la rue à l'offre de dialogue de Gaïd Salah ?

TENTATIVES DE DÉSTABILISATION DU "SHRAK" À ORAN

Des citoyens s'insurgent

POURQUOI DES BOMBES CONTRE LES HOMMES D'AFFAIRES

Pourquoi Rekrab ?



## ► Après la mort du militant des droits de l'homme Fekhar Kamel Eddine, dans l'unité carcérale de l'hôpital de Blida

### UN COMMUNIQUÉ DU PT

**Le secrétariat permanent du bureau politique du Parti des travailleurs vient d'apprendre avec tristesse, colère et consternation le décès du militant docteur Fekhar Kamel Eddine, en détention provisoire depuis le 31 mars 2019.**

**Le décès de ce militant en détention est incompréhensible et inacceptable.**

Le SPBP fait porter l'entière responsabilité de cette tragique disparition aux pouvoirs publics car ils l'ont laissé mourir en prison alors qu'ils étaient régulièrement alertés par les avocats et la famille du défunt de la détérioration de sa santé, de la situation de danger de mort dans laquelle il se trouvait après une grève de la faim qui a duré cinquante jours.

- Ça suffit ! Plus jamais de mort dans nos prisons !
- Plus jamais de détenus d'opinion ! Liberté pour Louisa Hanoune et pour tous les détenus politiques et d'opinion !

**Le secrétariat permanent du bureau politique,  
Alger, le 28 mai 2019**

## ► Comité national pour la libération de Louisa Hanoune

**L'incarcération de Louisa Hanoune a provoqué un émoi en Algérie. A l'initiative des responsables du PT, mais également de responsables d'autres partis d'opposition, d'associations, de membres d'organisations de défense des droits de l'homme, de journalistes, d'avocats et des responsables syndicaux UGTA et Autonomes, s'est constitué, le 11 mai, deux jours après l'incarcération de Louisa Hanoune, un Comité national pour sa libération.**

### Communiqué du Comité national pour la libération de Louisa Hanoune

Nous, militantes, militants politiques, syndicaux, associatifs, des droits de l'Homme, personnalités nationales, universitaires, anciens combattants, citoyennes et citoyens... indignés par l'arrestation arbitraire de Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, militante de la démocratie, des droits des femmes, de la souveraineté populaire, de la souveraineté nationale et contre toutes les formes d'ingérence extérieure, et sa mise en détention provisoire par le tribunal militaire de Blida depuis le 9 mai 2019, et mise dans un état d'isolement total, privée de toute visite, sans aucune information officielle sur les charges retenues contre elle, dénonçons cette incarcération qui touche un responsable politique et ce, quel que soit notre point de vue sur la politique du Parti des travailleurs et de sa

secrétaire générale. Décidons de nous constituer en Comité national pour la libération immédiate et inconditionnelle de Louisa Hanoune.

Cet acte antidémocratique qui criminalise l'action politique est dirigé aussi contre les millions d'Algériennes et d'Algériens engagés dans une révolution inédite pour le départ du système.

Nous appelons toutes les organisations et tous les militants attachés à la démocratie à s'associer à cette initiative et/ou à prendre d'autres initiatives pour mettre fin à cette injuste et illégitime incarcération.

**Alger,  
le 11 mai 2019**



**Ce comité s'est réuni de nouveau le 16 mai et a décidé d'appeler à un rassemblement devant la Grande Poste d'Alger, le samedi 18 mai. Le samedi, alors que plusieurs membres du comité arrivaient sur les lieux avec banderoles et pancartes, la police était déjà déployée. Au fur et à mesure qu'arrivaient les participants, la police resserrait l'étau et, au bout de vingt minutes décidait de disperser le rassemblement.**

■ Depuis sa constitution, le comité a recueilli des milliers et des milliers d'adhésions de militants politiques, associatifs, défenseurs des droits de l'homme, avocats, journalistes, et d'un grand nombre de responsables syndicaux de l'UGTA et des syndicats autonomes.

### **Les initiateurs du comité se sont de nouveau réunis le 27 mai et ont adopté le communiqué suivant :**

« Le Comité national pour la libération de Louisa Hanoune s'est réuni ce 27 mai 2019. Il a constaté que malgré l'émoi qu'a suscité son arrestation et la formidable mobilisation tant au niveau national qu'international, Louisa Hanoune est maintenue en détention provisoire à la prison de Blida, sur décision du tribunal militaire depuis le 9 mai 2019. Le Comité national pour la libération de Louisa Hanoune a décidé, à l'issue de sa réunion, de prendre plusieurs initiatives pour intensifier la campagne pour libérer Louisa Hanoune dans les plus brefs délais.

Dans le cadre de ses activités pour la libération de Louisa Hanoune, il a décidé entre autres de :

- 1.- Organiser un meeting pour exiger la libération immédiate de Louisa Hanoune ;
  - 2.- Saisir par lettre ouverte le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire et le président de l'Etat ;
  - 3.- Saisir le Syndicat national des magistrats et le Club des magistrats libres ;
  - 4.- S'adresser à l'Association nationale des avocats.
- Pour le comité, Zohra Drif (1) »

(1) Zohra Drif est une moudjahida (combattante de l'indépendance algérienne). Elle fut l'épouse de Rabah Bitat, un des neuf chefs historiques du FLN. Elle est elle-même considérée en Algérie comme une héroïne de la révolution algérienne.

■ Des comités locaux se sont constitués dans dix départements, et d'autres sont en cours de constitution. Des réunions publiques se tiennent, comme à Adrar (sud du pays) où se sont rassemblées des centaines de personnes. Sont programmées, cette semaine, une réunion à Tizi Ouzou et une à Tamanrasset.

### **Compte rendu de la réunion publique du comité pour la libération de Louisa Hanoune, à Béjaïa, le 28 mai**

Le mardi 28 mai 2019, le comité de soutien pour la libération de Louisa Hanoune a organisé un rassemblement de solidarité pour la libération de Louisa Hanoune et de tous les détenus d'opinion, de 21 h 30 à minuit, au niveau de la place Said-Mekbel de Béjaïa en face de la wilaya. Le rassemblement, qui a regroupé entre 250 et 300 participants, a été présidé par Rabeh Rezgui, coordinateur du comité de soutien pour la libération de Louisa Hanoune.

Le rassemblement s'est déroulé avec la participation des représentants des partis politiques : RCD, PST, FFS, JIL Jadid, MDS et des responsables locaux du PT, ainsi que trois membres du bureau politique du PT ; des représentants des syndicats autonomes, à savoir : le SATEF, UNPEF, SNTE, CLA, SNAPAP, syndicat des pharmaciens, et des membres de l'UGTA locale, ainsi que des représentants de la société civile, du Comité de soutien aux travailleurs (CST), du MCB, du Forum socialiste et de deux collectifs des étudiants.

Le rassemblement s'est ouvert par une minute de silence, observée à la mémoire du militant du Mzab, Dr Kamal Eddine Fekhar, mort en prison après 51 jours de grève de la faim.

Dans leurs interventions, les représentants de partis ont tenu à exprimer leur indignation à la suite de cette mort tragique, et dénoncer l'arrestation arbitraire de Louisa Hanoune du fait des positions politiques qu'elle a exprimées, et de son soutien ainsi que celui de son parti au mouvement révolutionnaire du 22 février.

Pour Karim Bourjaoui, du CST : « Il est inacceptable de tolérer aujourd'hui que des dirigeants politiques soient emprisonnés suite à leurs positions. On doit organiser dans l'unité la mobilisation pour que Louisa Hanoune soit libérée dans l'im-

médiat, ce qui s'est passé avec Fekhar ne doit plus se reproduire, le pouvoir doit assumer ses responsabilités... »

Iken Hanafi, au nom de la Coordination des syndicats autonomes, a rappelé le combat de Louisa Hanoune et le soutien du PT au mouvement syndical ; il dénonce énergiquement les arrestations politiques et appelle à la libération de tous les détenus politiques. Il précise qu'avec l'arrestation de Louisa un pas grave a été franchi, car s'agissant d'un chef de parti, si la mobilisation n'est pas organisée, c'est la voie ouverte pour d'autres arrestations...

L'ancien dirigeant du MCB (Mouvement culturel berbère), Madjid Amokrane, après avoir dénoncé l'assassinat programmé de Kamel Eddine Fekhar, a tenu à rappeler le combat de tout temps de Louisa Hanoune pour les revendications démocratiques et pour la reconnaissance de tamazight en particulier. Il appelle à une mobilisation large pour la libération de la Secrétaire générale du PT.

Le représentant du PT a exprimé sa profonde indignation à la suite du décès de Kamel Eddine Fekhar, faisant porter la responsabilité de sa mort à ceux qui l'ont laissé mourir, « car tout le monde sait que sa famille, son avocat n'avaient cessé de crier, d'alerter sur la dégradation dangereuse de son état de santé. Ceux qui ont décidé de le maintenir en détention sont responsables de sa mort. »

Le représentant du BP du PT a tenu à présenter aux membres du comité de soutien pour la libération de Louisa Hanoune, à tous les militants, aux syndicalistes, aux partis politiques, aux étudiants ses remerciements, et ceux de la camarade Louisa Hanoune car elle est au courant de toute la bataille qui est menée pour sa libération. Il a également informé l'assistance de la campagne qui est menée internationalement dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, tout en rappelant que deux conférences mondiales ont été organisées en Algérie et que Louisa Hanoune est l'une des coordinatrices de l'Entente. Il a également informé l'assistance des décisions et actions initiées par le Comité national, revenant sur les raisons de son arrestation, à savoir le combat pour le changement de système, qui est aujourd'hui revendiqué par des millions d'Algériens...

C'est le coordinateur à Béjaïa du comité de soutien pour la libération de Louisa Hanoune qui a clôturé le rassemblement, après avoir informé l'assistance de la décision d'organiser une marche régionale à Béjaïa pour la libération de Louisa Hanoune dans un proche avenir.

L. Karim

### **Ci-dessous, l'affiche d'invitation au rassemblement.**

comité de soutien et de solidarité de bejaia à la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT).

# Appel



Le Comité de soutien de bejaia à Mme Louisa Hanoune. APPELLE A UN RASSEMBLEMENT DE SOLIDARITE POUR LA LIBRERTION DE Mme Louisa HANOUNE et de TOUS LES DETENUS D'OPINION. MARDI 28 MAI 2019 à 21h30. A LA PLACE SAID MEKBEL.

Soyez nombreux et nombreuses pour dire non à la répression et la violation des libertés.

# Campagne à l'échelle internationale

## ► Récapitulatif des prises de position

### ■ DES AMÉRIQUES

#### ● Brésil :

Le Parti des travailleurs, dans une motion de sa Commission exécutive nationale ;  
Le prisonnier politique Lula a publié un message pour demander la libération de la prisonnière politique Louisa Hanoune ;  
Paulo Pimenta, responsable du groupe du PT au Parlement  
Le Parti communiste du Brésil (PCdoB)  
L'exécutif national du parti Socialisme et Liberté (PSOL) ;

Dialogue d'action pétiste (DAP), signé Julio Turra et Luis Eduardo Greenhalgh, membres du Cilé ;

Le directoire municipal du PT de São Paulo ;

Le directoire zonal Vila-Maria du PT de São Paulo ;

Le député du PT de l'État du Minas Gerais, Betão ;

Exécutif du Parti des travailleurs de Rio de Janeiro (PT-RJ) ;

Exécutif du Parti des travailleurs de Volta Redonda-RJ ;

Guilherme Sampaio, conseiller municipal du PT Fortaleza (CE) ;

Adriano Diogo, membre du secrétariat national des droits humains du PT ;

La Centrale syndicale de la CUT ;

L'assemblée du syndicat Sinduece de Fortaleza ;

Le Syndicat des travailleurs de l'administration publique de São Paulo ;

La Condesf (Confédération des travailleurs des services publics fédéraux) ;

Le SINSSP, syndicat des travailleurs de la Sécurité sociale et des retraites ;

Le Syndicat des employés fédéraux de l'État du Ceara (Sintsef-CE) ;

Le Syndicat des travailleurs de l'enseignement public du Mato Grosso (Sintep-MT) ;

La Confédération nationale des employés municipaux (Confetam CUT) ;

La direction de la CUT des travailleurs de l'État du Rio Grande do Sul (CUT-RS) ;

L'Association des universitaires de l'université du sud-ouest de Bahia (Adusb) ;

La Direction de l'Association des professeurs de l'Université Fédérale de Pernambuco (ADUFERPE) ;

Valter Pomar et Maria Caraméz Carlotto, professeurs à l'université fédérale de l'ABC (São Paulo) ;

Le Président du syndicat des médecins de São Paulo exige la liberté pour Louisa Hanoune ;

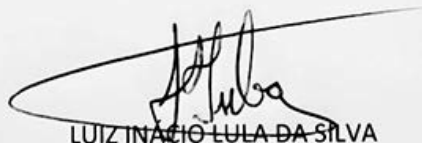
Le Mouvement indépendant de lutte pour l'habitation Vila-Maria, São Paulo (MIVM) ;

Une lettre a été adressée le 20 mai à l'ambassadeur d'Algérie au Brésil pour

Curitiba, 22 de Maio de 2019.

Tomei conhecimento da detenção arbitrária da  
companheira LUISA HANUNE, secretária geral do Partido dos  
Trabalhadores da Argélia.

Conhecedor de sua trajetória política não tenho  
dúvidas em me associar aos milhares de cidadãos(ãs) que lutam por sua  
imediate libertação.



LUIZ INACIO LULA DA SILVA

Lettre de soutien  
de Lula.

demander la libération de Louisa Hanoune, lettre contresignée par des responsables et des députés du PT, du président de la CUT, du président du syndicat étudiant, du responsable de la centrale des travailleurs du Brésil (CTB), du mouvement des sans-terre (MST), de l'Union des Noirs pour l'égalité (Unegro), du Parti de la cause ouvrière, de la Confédération des travailleurs de l'agriculture, de la Marche mondiale des femmes, du syndicats des enseignants du second degré, de l'Organisation des entités noires et d'autres ;

#### ● Argentine :

*Bandera Roja* (journal de l'organisation Política Obrera) demande la libération de Louisa Hanoune.

#### ● Chili :

La Confédération bancaire du Chili.

#### ● Mexique :

Une lettre a été adressée à l'ambassadeur d'Algérie, contresignée par des dizaines de militants politiques et syndicalistes, demandant à être reçus et exigeant la libération de Louisa Hanoune.

#### ● Pérou :

Un appel de responsables syndicaux et politiques, dont le secrétaire général de la CGTP.

#### ● Guadeloupe :

L'UGTG et Élie Domota son secrétaire général ;

Secrétariat général de SUD PTT Guadeloupe ;

Travayé é Péyizan a adressé une lettre à l'ambassadeur et aux Affaires étrangères d'Algérie.

#### ● Haïti :

Confédération des travailleurs des secteurs public et privé d'Haïti (CTSP) ;

La Centrale nationale des ouvriers Haïtiens (CNOHA) ;

Le Mouvement de liberté, d'égalité des Haïtiens pour la fraternité (Moleghaf).

#### ● Martinique :

L'Union des syndicats autonomes de Martinique (UNSAM).

#### ● Venezuela :

Un appel de députés constituants, de responsables politiques, d'avocats, de responsables syndicaux, demande la libération de Louisa Hanoune ;

Constitution d'un comité de solidarité pour la libération immédiate de Louisa Hanoune, avec des députés constituants et des syndicalistes.

#### ● Panama :

Le secrétaire général du Syndicat unique national des travailleurs de l'industrie de la construction (Suntracs).

#### ● Québec

Le président et le vice-président du Mouvement laïque québécois.

#### ● Etats-Unis

Un appel de militants politiques et syndicaux.

## ■ D'AFRIQUE

### ● Bénin :

Le Syndicat national des enseignements primaires publics du Bénin (SNEP B)

### ● Cameroun :

Confédération syndicale Entente nationale des travailleurs du Cameroun ;  
Le syndicat des enseignants SYNAEEP-CAM ;  
Le syndicat Synester.

### ● Mali :

SNEC-UNTM (Union nationale des travailleurs du Mali).

### ● Mauritanie :

Syndicat national de l'enseignement secondaire (SNES).

### ● Niger :

Syndicat national des travailleurs du pétrole du Niger (BEN SYNATRAP) ;  
Union syndicale progressiste des travailleurs (USPT)  
Confédération démocratique des travailleurs du Niger (CDTN) ;  
Confédération générale des syndicats libres (CGSL).

### ● République démocratique du Congo :

Union nationale des travailleurs du Congo (UNTC)

### ● Sénégal :

Confédération des syndicats autonomes du Sénégal (CSA)  
CNTLS ;  
La Confédération nationale des travailleurs du Sénégal FC ;  
Union des syndicats démocratiques du Sénégal (USDS) ;  
Le président des jeunes scientifiques du Sénégal ;  
Le secrétaire général adjoint de l'UNASAS ;  
Le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du Sénégal (FNST).

### ● Côte d'Ivoire :

L'Union nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire (UNATRCI) ;  
La Fédération des syndicats autonomes de Côte d'Ivoire (Fesaci) ;  
Le président de la Fédération des syndicats de l'éducation de la Fesaci.

### ● Guinée :

L'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG)

### ● Maroc :

Comité de rédaction d'*Informations ouvrières*

### ● Tunisie :

La secrétaire générale du Mouvement des libres penseurs de Tunisie ;

Syndicat local enseignant UGTT.

### ● Île Maurice :

Mauritius Labour Congress.

### ● Togo :

Centrale syndicale Unsit.  
Déclaration commune de la Convention démocratique des peuples africains et du Parti démocratique des travailleurs des villes et des campagnes.

### ● Tchad :

Syndicat des enseignants du Tchad (SET) ;  
Le collectif pour l'alphabétisation, la santé et la formation des Femmes.

### ● Rwanda :

Syndicat des travailleurs de l'agriculture.

### ● Afrique du Sud :

Appel de responsables syndicaux, de militants de la Conscience noire, de militants politiques ;  
Le Mouvement de la conscience noire ;  
Le Parti socialiste d'Azanie.

### ● Soudan :

L'Union des femmes soudanaises.

## ■ D'Asie

### ● Corée :

Hyunsu Hwang, responsable international de la KTU (fédération des enseignants).

### ● Iran :

Parti communiste d'Iran.

## ■ D'EUROPE

### ● Allemagne :

Jeunesses socialistes du SPD (JUSOS), direction nationale ;  
Direction du Land de Berlin des commissions ouvrières du SPD (Afa) ;  
SPD - Commission ouvrière de Niederrhein ;  
Commission ouvrière du SPD, district de Berlin Charlottenburg-Wilmersdorf ;  
Direction de la Commission ouvrière du SPD à Berlin Tempelhof-Schöneberg ;  
Commission ouvrière du SPD, groupe fonction publique et entreprises de la ville (Francfort) ;  
SPD - Commission ouvrière de Düsseldorf ;  
SPD - Commission ouvrière de Berlin Reinickendorf ;  
Section 76 de Charlottenburg-Wilmersdorf ;  
SPD - union locale Heidelberg Altstadt-Schlierbach ;  
SPD - Union locale Francfort Nordweststadt Süd ;  
AG 60+ SPD sous-secteur de Düsseldorf ;  
Hilde Mattheis, députée au Parlement fédéral, membre de la direction nationale du SPD et présidente du Forum DL 21 (Gauche Démocratique au sein du SPD) ;  
Cansel Kiziltepe, députée SPD au Parlement fédéral ;  
Dr. Clara West, membre de la Chambre des députés de Berlin, présidente adjointe du groupe SPD ;  
Susana dos Santos-Hermann, députée SPD au Parlement régional de Rhénanie du Nord – Westphalie ;

Andreas Kossiski, député SPD au Parlement régional de Rhénanie du Nord – Westphalie ;

Le congrès du syndicat des enseignants (GEW) de Rhénanie du Nord-Westphalie qui s'est tenu du 23 au 25/05/2019 à Essen, exige la libération immédiate de Louisa Hanoune ;  
Direction du syndicat des enseignants (GEW) de Schleswig-Holstein ;  
Ver.di, union locale Berlin Centre-Nord ;  
Ver.di, union locale Berlin-Nord-ouest ;  
Ver.di, secteur de Südholstein  
Dorothea Schäfer, responsable pour le Land, au nom du syndicat des enseignants (GEW) de Rhénanie du Nord-Westphalie ;  
Rencontre du réseau de Francfort du travail social du 15/05/2019, à laquelle ont participé des représentants de 12 entreprises et 2 syndicats (Ver.di et GEW) ;  
Direction de l'association des écrivains de Berlin ;  
Ver.di, direction du secteur 13 de Berlin ;  
Groupe de travail FoKuS au sein du secteur 13 ;  
Les représentants syndicaux de l'hôpital LVR à Cologne ;  
Syndicat des enseignants (GEW), direction du district de Neumünster ;  
Les membres du comité directeur de Ver.di du Land de Rhénanie du Nord – Westphalie ;  
Les membres du comité directeur du syndicat Ver.di dans le Land Berlin-Brandebourg.

Un appel très large de syndicalistes, de militants du SPD, de Die Linke, d'élus régionaux et locaux.

### ● Belgique :

Appel contresigné par des syndicalistes de la FGTB et des universitaires.

### ● Espagne :

Le groupe parlementaire (députés et sénateurs) d'Esquerra Republicana (ERC) ;  
Vidal Aragones, député au Parlement de Catalogne (Cup) ;  
José Ignacio Molina Arroyo et Inmaculada Nieto Castro, députés du Parlement d'Andalousie ;  
Des conseillers municipaux de communes dans les départements de Valence, Castellon, Madrid, Séville ;  
Association Trabajo y Democracia ;  
Europa Laica ;  
Coordination 25 Septembre (Madrid).

Comité de rédaction de *Tribuna socialista* ;  
Groupe des avocats du travail de l'UGT de Valence ;

Commission exécutive des Commission ouvrières (CCOO) ;  
Commission exécutive de l'UGT ;

Secrétaires généraux de l'UGT du Pays basque ;  
Des membres du Conseil confédéral de CCOO ;

Des membres de la commission exécutive de la fédération de la Santé d'Andalousie ;  
 Fédération des services publics du Pays basque ;  
 Secrétaire général de l'UGT de Catalogne ;  
 Comité exécutif fédéral de la Fédération des services UGT ;  
 Comité exécutif du secteur de l'imprimerie de CCOO de Madrid ;  
 José Alcazar et Ruben Ranz des 8 d'Airbus poursuivi pour fait de grève au titre de l'article 315-3 du code pénal ;  
 Jordi Aragunde, coordinateur général de l'International Dockworkers Council (IDC) Sections syndicales et secrétaires généraux de John Deere, Métro de Madrid, Schneider Electric, Corrugados, Peugeot, Plastic Omnium, de la mairie de Sabadell (Catalogne), de la préfecture de Barcelone, des postes de Tarragone, Union locale de Baix Llobregat ;  
 Des dizaines de militants UGT, des CCOO et du Stem de l'enseignement ;  
 Et des prises de position syndicales de l'UGT et des CCOO dans les régions de Madrid, Andalousie, Pays basque, Valence et Catalogne ;  
 Groupe de militants de UGT et CCOO des secteurs de l'Industrie, de la Santé et du Bâtiment de Valence et de Castellon ;  
 Deux délégations à l'ambassade d'Algérie à Madrid et une délégation au consulat de Barcelone ont été réalisées (voir photo).

● **Grèce :**

Le Président de Penen (syndicat des marins de la flotte commerciale) demande la libération de Louisa Hanoune

● **Turquie**

La Confédération syndicale des employés publics (KESK)

● **Roumanie :**

L'Association des travailleurs de Roumanie ;  
 Le Syndicat national de Tarom (compagnie aérienne nationale) ;  
 Fédération syndicale Hermes ;  
 Le syndicat Solidarité universitaire ;  
 L'Association pour l'émancipation des travailleurs (AEM) ;  
 Un nouvel appel contresigné par un député et des présidents de fédérations syndicales.

● **Grande-Bretagne :**

Un appel de militants syndicaux et du Labour Party (de Momentum, du Parti communiste, du Parti socialiste du Devon sud, des syndicalistes de Unite, du NEC, de l'Association des Femmes de couleur, etc.) ;

● **Serbie :**

Un appel de militants politiques et de responsables syndicaux.

● **Suède :**

Le Socialistiska Partiet ;  
 Des responsables du syndicat des professeurs, de la métallurgie et des membres du Parti de gauche.



La première délégation à l'ambassade d'Algérie à Madrid le 17 mai.

● **Portugal :**

**Le Parlement a voté une demande de libération de Louisa Hanoune.**

Vote n° 829/XIII/4<sup>a</sup> :

« L'Assemblée de la République, réunie en session plénière, manifeste sa grande préoccupation et condamne la détention de Louisa Hanoune, exigeant sa libération immédiate et inconditionnelle. »

Antonio Chora, membre de la direction nationale du Bloc de gauche.

Le secrétaire général de l'UGT ;  
 Le Syndicat SINDETELCO (poste et télécom) ;  
 Le Syndicat des infirmiers SE ;  
 Le SINDEQ.

● **Suisse :**

L'assemblée de délégués de l'Union syndicale suisse (USS).  
 La Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) ;

Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du conseil des droits de l'Homme de l'ONU ;  
 Un appel de militants politiques et syndicaux avec plus de 300 signatures ;

Sur le site et dans *L'Événement syndical* du 29 mai, journal francophone d'UNIA, le plus grand syndicat de Suisse.

● **Pologne :**

Le comité de rédaction du site d'informations en ligne *Strajk* demande la libération immédiate de Louisa Hanoune



● **Kazakhstan, Ukraine et Russie :**

Un appel commun de militants politiques de ces trois pays de l'ex-Union soviétique.



## ■ Du Moyen-Orient

### ● Bahreïn :

L'Association des femmes du Bahreïn.

### ● Jordanie :

L'Association des femmes arabes.

### ● Irak :

L'Association des femmes irakiennes.

### ● Liban :

Le vice-président de la Fédération nationale du syndicat des ouvriers et des employés ;

La secrétaire générale et membre du conseil exécutif de la Confédération générale des travailleurs du Liban ;

Un responsable de la Fédération des syndicats de la construction et du bois ;

Un responsable du Syndicat des ouvriers de la décoration et de la peinture.

Section libanaise de la Fédération internationale des journalistes ;

La présidente de l'Union des avocats arabes ;

Une prise de position de militants politiques et syndicaux ;

Un responsable du Front de libération des travailleurs ;

Centre régional arabe de la Fédération mondiale des Femmes démocrates ;

La présidente de la Ligue des droits de la femme libanaise ;

La présidente de la Fédération des comités de femmes travailleuses palestiniennes au Liban ;

Les Femmes démocrates palestiniennes au Liban ;

Des responsables du Mouvement mondial des mères - Liban ;

Un responsable de l'Union nationale des femmes libanaises ;

Un responsable du Comité national pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ;

### ● Syrie :

La Ligue des femmes syriennes.

### ● Palestine :

Salah Salah au nom du Palestinian national forum ;

Syndicat des travailleurs arabes de Nazareth ;

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) : « *Nous dénonçons et condamnons l'incarcération de la respectée camarade Louisa Hanoune et demandons sa libération immédiate.* » ;

Ghada Karmi, auteure et universitaire.

**Toutes les prises de position que vous envoyez  
aux consulats ou aux ambassades d'Algérie  
doivent être également envoyées en copie à l'EIT (merci) :  
[eit.ilc@fr.oleane.com](mailto:eit.ilc@fr.oleane.com)**

**Les camarades demandent également que ces prises de position  
soient envoyées directement au gouvernement algérien.**

**Celui-ci officiellement n'a pas d'adresse e-mail,  
mais un fax, dont voici le numéro : 00-213 21 71 79 27.**